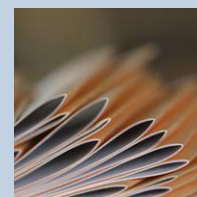


Modèle de présentation de l'information des administrations locales - Bien se préparer

6 mars 2008



En février 2007, le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) de l'ICCA a publié un certain nombre de nouvelles normes qui modifieront de façon importante la communication d'information financière par les administrations locales. Ces normes comprennent les suivantes :

- SP 1000 – *Fondements conceptuels des états financiers*
- SP 1100 – *Objectifs des états financiers*
- SP 1200 – *Présentation des états financiers*
- SP 3150 – *Immobilisations corporelles*

Depuis la publication de ces nouvelles normes, on s'est surtout penché sur le chapitre SP 3150, *Immobilisations corporelles*, du fait du travail considérable nécessaire pour assurer la conformité au chapitre SP 3150. Les normes SP 1000, SP 1100 et SP 1200, qui ensemble constitueront le modèle de présentation de l'information des administrations locales, représentent un défi pour les organismes adoptant le nouveau modèle de présentation de l'information financière. La présente publication est axée sur le modèle de présentation de l'information des administrations locales. Pour obtenir des renseignements sur le chapitre SP 3150, *Immobilisations corporelles*, veuillez consulter notre publication du 12 mars 2007 intitulée *Immobilisations corporelles – Préparez-vous*.

Nous sommes d'avis que certaines difficultés devront être surmontées. Les exigences de collecte d'information et le travail à accomplir pour se conformer au modèle de présentation de l'information des administrations locales ne seront pas aussi coûteux que le projet relatif aux immobilisations corporelles, mais les difficultés concernent les nouveaux besoins en matière d'information, les modifications apportées au processus budgétaire et la nécessité de communiquer tôt les résultats attendus aux parties intéressées.

Le nouveau modèle de présentation de l'information s'applique rétroactivement aux administrations locales pour les exercices financiers ouverts à compter du 1er janvier 2009. Ainsi, pour les administrations dont l'exercice financier correspond à l'année civile, le premier exercice touché est celui qui se terminera au 31 décembre 2009 et dont les états financiers présentent les chiffres comparatifs de 2008. Dans le cas d'une administration dont la fin d'exercice tombe le 31 mars, le premier exercice touché est celui qui se terminera le 31 mars 2010.

Dans ce numéro

Présentation du nouveau modèle de présentation de l'information financière

État de la situation financière

État des résultats

État des variations de la dette nette

État des flux de trésorerie

Présentation des données budgétaires

Conclusion



BDO Dunwoody s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés et conseillers

Présentation du nouveau modèle de présentation de l'information financière

Le modèle actuel de présentation de l'information financière des administrations locales repose sur les chapitres SP 1700, *objectifs des états financiers — administrations locales* et SP 1800, *normes générales de présentation des états financiers — Administrations locales*. Le modèle actuel repose sur une comptabilité d'exercice modifiée axée sur les dépenses. Cette méthode permet de présenter plus d'information que celle axée sur les flux de trésorerie seulement. Elle ne fournit toutefois pas d'information sur les biens durables d'une administration ou sur les coûts d'utilisation qui s'y rattachent pour la prestation des services. Ce type de comptabilité fournit uniquement de l'information sur les actifs financiers, mais elle exige qu'une administration comptabilise et présente toutes ses obligations. Cette méthode est axée sur les opérations financières.

Le nouveau modèle de présentation de l'information des administrations locales repose sur la comptabilité d'exercice. Ce type de comptabilité consiste à constater l'incidence financière des opérations à la période au cours de laquelle elles sont réalisées, qu'il y ait eu ou non transfert d'une contrepartie en trésorerie. À l'inverse du modèle actuel axé sur les opérations financières, le nouveau modèle est axé à la fois sur la situation financière à la fin de la période comptable et sur le rendement financier au cours de celle-ci.

Les éléments des états financiers constituent les principales catégories de composantes présentées en vue de répondre aux objectifs de ces derniers. Le nouveau modèle de présentation de l'information des administrations locales définit les éléments suivants :

Les actifs sont les ressources économiques sur lesquelles l'entité exerce un contrôle par suite d'opérations ou de faits passés, et qui sont susceptibles de lui procurer des avantages économiques futurs. Un actif présente trois caractéristiques essentielles :

- il représente un avantage futur en ce qu'il pourra, seul ou avec d'autres actifs, contribuer aux flux de trésorerie futurs ou à la fourniture de biens ou de services;
- l'administration est en mesure de contrôler l'accès à cet avantage;
- l'opération ou le fait à l'origine du contrôle de l'administration sur cet avantage a déjà eu lieu.

Les actifs comportent deux sous-catégories :

Les actifs financiers sont constitués des éléments d'actif qui pourraient être consacrés au remboursement des dettes existantes ou au financement des activités futures et qui ne peuvent être consommés dans le cours normal des activités. Les actifs financiers comprennent les liquidités; les éléments d'actif réalisables convertibles en argent (p.ex. des équivalents de trésorerie); les droits contractuels de recevoir, d'une autre partie, des liquidités ou tout autre actif financier (p. ex. des impôts ou des subventions à recevoir); les placements temporaires et les placements de portefeuille; les participations dans des entreprises publiques ou des partenariats commerciaux avec des administrations locales (p.ex. un placement dans la société locale d'électricité); les créances sur des particuliers ou des entreprises ou organismes externes ou les stocks ou les articles destinés à la vente qui répondent aux critères définis au paragraphe .51 du chapitre SP 1200 (p.ex. les comptoirs de vente de l'aréna local). Consultez l'exemple de bilan ci-dessous pour voir les types d'articles normalement classés dans la catégorie des actifs financiers.

Les actifs non financiers comprennent les immobilisations corporelles et d'autres actifs comme les charges payées d'avance et les stocks de fournitures. Les actifs non financiers sont normalement utilisés pour fournir des services publics; ils peuvent être consommés dans le cours normal des activités et ne sont pas destinés à la vente dans le cours normal des activités.

Consultez l'exemple de bilan ci-dessous pour voir les types d'articles normalement classés dans la catégorie des actifs non financiers.

Les passifs sont des obligations actuelles d'une association envers des tiers découlant d'opérations ou d'événements passés et dont le règlement prévu donnera lieu à une sortie future de ressources représentatives d'avantages économiques. Les passifs présentent trois caractéristiques essentielles :

- ils représentent un engagement ou une responsabilité envers des tiers qui ne laisse que peu ou pas de pouvoir discrétionnaire à l'administration pour se soustraire au règlement de l'obligation;
- l'engagement ou la responsabilité envers des tiers entraîne un règlement futur, par transfert ou utilisation d'actifs, par fourniture de biens ou prestation de services ou au moyen de toute autre cession d'avantages économiques à une date fixe ou déterminable lorsque surviendra un événement précis, ou sur demande;
- les opérations ou événements à l'origine de l'obligation de l'administration se sont déjà produits.

La définition des passifs n'a pas changé par rapport au modèle actuel de présentation de l'information financière. Consultez l'exemple de bilan ci-dessous pour voir les types d'articles normalement classés dans la catégorie des passifs.

Les revenus, y compris les gains, correspondent à des augmentations des ressources économiques, sous forme d'augmentations d'actifs ou de diminutions de passifs, qui découlent des activités, des opérations et des événements survenus au cours de la période comptable. Les revenus découlent de la perception de taxes ou d'impôt, de la vente de biens, de la prestation de services, de la location d'actifs, d'intérêts, de redevances ou de dividendes, ou par la réception de subventions, de dons ou de legs. Ils ne comprennent pas les produits provenant d'emprunts, comme les produits découlant de l'émission de titres de créance, les transferts entre services d'une administration ou les montants perçus au nom d'autres entités.

Les charges, y compris les pertes, correspondent aux diminutions des ressources économiques, sous forme de diminutions d'actifs ou d'augmentations de passifs, qui découlent des activités et des opérations de la période comptable ainsi que des événements survenus au cours de celle-ci. Les charges comprennent le coût des ressources consommées dans le cadre d'activités réalisées au cours de la période comptable et rattachées à celles-ci. Par exemple, le coût des immobilisations corporelles est amorti par passation en charges à mesure que les immobilisations sont utilisées pour la réalisation des programmes de l'administration. Les charges ne comprennent pas les paiements de remboursement de la dette ni les transferts entre services de l'administration.

Il est essentiel de comprendre les éléments des états financiers pour comprendre l'influence qu'exercera le nouveau modèle de présentation de l'information sur les états financiers des administrations. Il est essentiel de connaître les questions ci-dessous quant aux éléments.

- Les actifs non financiers doivent maintenant être constatés. Le modèle actuel n'exige que la constatation des actifs financiers. Par conséquent, l'acquisition d'actifs non financiers est constatée comme une charge à l'exercice au cours duquel a lieu l'acquisition. Ces actifs doivent maintenant être constatés comme tel et à titre de charges lorsqu'ils sont utilisés.
- La définition des revenus et des charges repose sur des augmentations et des diminutions de la valeur des actifs et des passifs. Cette méthode de constatation des revenus et des charges amènera une plus grande volatilité de l'excédent ou du déficit annuel, puisqu'on accorde une

importance moindre à l'appariement des revenus et des dépenses par rapport au modèle actuel de présentation de l'information financière.

On présentera ces questions plus en détails ci-dessous en même temps que chacun des états financiers.

Le nouveau modèle de présentation de l'information aura également une incidence sur les types d'états financiers à préparer. Le modèle actuel exige la préparation des états financiers suivants : le bilan, l'état des activités financières et l'état de l'évolution de la situation financière. Le nouveau modèle de présentation de l'information financière exige la préparation des états financiers ci-dessous.

- Bilan
- État des résultats
- État de la variation de la dette nette
- État des flux de trésorerie

On présente ci-dessous les exigences relatives à chacun de ces états.

Bilan

Le bilan n'est pas un nouvel état; le modèle actuel de présentation de l'information financière l'exige déjà. Le centre d'intérêt a cependant changé, le nouveau modèle de présentation de l'information financière des administrations locales exigeant la constatation des actifs non financiers. La constatation des actifs non financiers aura une incidence importante sur l'excédent ou le déficit accumulé. Comme les actifs et passifs financiers étaient déjà constatés, la constatation des actifs non financiers donnera lieu à une augmentation et une diminution correspondantes de l'excédent ou du déficit accumulé. Comme les utilisateurs des états financiers ont l'habitude de s'attarder à l'excédent ou au déficit accumulé, il importe de les informer sur la signification de ces nouveaux montants. Il importe également de faire comprendre à ces utilisateurs qu'ils ne doivent pas s'arrêter uniquement à l'excédent et au déficit accumulés lorsqu'ils consultent l'état des résultats. Le chapitre SP 1200 définit la dette nette et l'excédent ou le déficit accumulé comme les deux indicateurs expliquant la situation financière.

La dette nette correspond aux actifs financiers au net des passifs. Comme le modèle actuel de présentation de l'information financière n'exige que la constatation des actifs et passifs financiers, le chiffre correspondant à la dette nette est en fait très semblable au chiffre qui serait présenté au poste de l'excédent accumulé du modèle actuel.

Voici un exemple de bilan établi conformément au nouveau modèle de présentation de l'information des administrations locales. Vous remarquerez qu'il met en évidence tant la dette nette que l'excédent accumulé. Vous constaterez également que cet exemple présente l'excédent accumulé comme un poste distinct. À l'heure actuelle, de nombreux organismes qui utilisent le modèle actuel de présentation de l'information financières des administrations locales intègrent divers soldes de fonds et de réserves dans le corps même du bilan. Le nouveau modèle de présentation de l'information interdit la présentation de cette information. La NOSP-4, *fonds et réserves*, explique qu'une administration peut décider de fournir de l'information sur les fonds et réserves par voie de notes aux états financiers, mais qu'elle n'est pas tenue de le faire.

Bilan consolidé

Au 31 décembre (en milliers \$)	2009	2008
Actifs financiers		
Trésorerie et équivalents	1,577	1,366
Comptes débiteurs	1,864	1,708
Placements en portefeuille	7,031	6,932
Participation dans des entreprises	331	207
Stocks destinés à la revente	109	135
	<u>10,912</u>	<u>10,348</u>
Passifs		
Comptes créditeurs et charges à payer	2,383	2,644
Dette	9,363	9,796
Régimes de retraite et autres avantages sociaux	4,813	4,890
Autres charges à payer	1,703	1,841
	<u>18,262</u>	<u>19,171</u>
Dette nette	<u>(7,350)</u>	<u>(8,823)</u>
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles	87,218	97,215
Stocks de fournitures	112	222
Charges payées d'avance	30	20
	<u>87,360</u>	<u>97,457</u>
Excédent accumulé	<u>80,010</u>	<u>88,634</u>

Du point de vue de la collecte des données et du fait de l'application rétroactive des nouveaux chapitres, les soldes des actifs non financiers devront être établis non seulement en date du 31 décembre 2009 pour un exercice coïncidant avec l'année civile, mais également en date du 31 décembre 2008 à des fins comparatives et au 31 décembre 2007, puisque les changements survenus au cours de 2008 influenceront sur l'état des résultats du même exercice. L'effort le plus important devra porter sur la détermination des soldes des immobilisations corporelles. N'oublions pas cependant les autres actifs non financiers. En ce qui concerne les stocks de fournitures, on devra déterminer les soldes des stocks pour les articles comme les fournitures de bureau, les pièces détachées pour la réparation des équipements, le sel et le sable servant au déglacage des routes, les pneus de rechange et autres. En ce qui concerne les charges payées d'avance, il convient d'examiner les contrats venant à échéance après la fin de l'exercice. Ces derniers peuvent comprendre des contrats d'assurance, des contrats d'entretien et des versements initiaux au titre de contrats de location-exploitation.

État des résultats

Le nouveau modèle de présentation de l'information des gouvernements s'attache tant à la situation financière à la fin de l'exercice qu'à la performance financière au cours de celui-ci. On utilise l'état de la

situation financière pour présenter la situation financière de l'organisme. Pour expliquer la performance financière de celui-ci, le modèle de présentation de l'information financière met l'accent sur l'évolution de la situation financière. L'état des résultats est l'un des états utilisés dans la présentation de l'évolution de la situation financière. Comme mentionné précédemment, l'état de la situation financière contient deux indicateurs clés : la dette nette et l'excédent et le déficit ou l'excédent accumulé. L'état des résultats présente les variations de l'excédent ou du déficit accumulé.

Dans l'exemple suivant, vous remarquerez que l'état des résultats est similaire à l'état des activités financières tiré du modèle actuel de présentation de l'information financière, parce que les exigences de présentation sont similaires à ce que demandait le chapitre SP 1800. Le nouveau modèle de présentation de l'information a les exigences suivantes :

- les revenus doivent être présentés par type important (impôts, autres sources non fiscales comme subventions, redevances et transferts provenant d'autres gouvernements)
- les charges doivent être présentées par fonction ou programme important (par exemple, administration publique, routes, loisirs, etc.)

En dépit des similitudes dans son apparence, le nouveau modèle de présentation de l'information pourrait apporter des changements importants sur les montants ainsi présentés. Ces différences résultent de la constatation des actifs non financiers dans l'état de la situation financière et de leur utilisation dans l'état des résultats. Par exemple, selon le système actuel, l'achat de fournitures serait constaté comme une charge au moment de l'achat. Selon le nouveau modèle de présentation de l'information l'achat de fournitures doit être comptabilisé comme un ajout aux stocks dans l'état de la situation financière au moment de l'achat; seul les fournitures utilisées peuvent être comptabilisées comme une charge de l'exercice. Par conséquent les charges ne seront pas égales aux achats au cours de l'exercice. Le modèle actuel s'attache aux dépenses, alors que le nouveau modèle de présentation de l'information s'attache aux charges.

Les définitions des revenus et des charges, ainsi que la comptabilisation des actifs non financiers vont entraîner une volatilité de l'excédent ou du déficit annuel. Pour illustrer cette volatilité, examinons une situation dans laquelle un organisme reçoit une subvention de 100 000 \$ pour l'achat d'équipement coûtant 100 000 \$:

Modèle actuel de présentation de l'information financière

La subvention de 100 000 \$ sera comptabilisée comme revenu pour l'exercice au cours duquel l'équipement est acheté. L'acquisition de l'équipement sera comptabilisée comme une dépense d'immobilisation de 100 000 \$ pour l'exercice au cours duquel l'équipement est acheté. Par conséquent, il n'y a aucun effet sur l'excédent ou déficit annuel.

Nouveau modèle de présentation de l'information des gouvernements

La subvention de 100 000 \$ sera toujours comptabilisée comme revenu pour l'exercice au cours duquel l'équipement est acheté. L'acquisition de l'équipement sera comptabilisée comme un ajout aux immobilisations corporelles et amortie sur sa durée de vie utile. Si on prend pour hypothèse un amortissement linéaire sur une durée de vie utile de 10 ans, sans valeur résiduelle, il y aura un effet positif de 90 000 \$ sur l'excédent ou le déficit annuel (100 000 \$ de revenu moins 10 000 \$ de charge d'amortissement) pour la première année et un effet négatif de 10 000 \$ (10 000 \$ de charge annuelle d'amortissement) pour les années 2 à 10.

Les utilisateurs des états financiers qui traditionnellement regardaient le chiffre de l'excédent ou du déficit accumulé, regardent aussi celui de l'excédent ou du déficit annuel. Par conséquent, il est essentiel d'informer les utilisateurs sur l'effet qu'aura le nouveau modèle de présentation de l'information sur l'excédent ou le déficit annuel.

État consolidé des résultats

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre (en milliers \$)	2009	2009	2008
	Budget	Réel	Réel
Revenus			
Impôts fonciers	8,034	8,628	9,503
Redevances	3,381	3,746	3,788
Transferts d'autres service de l'administration et subventions	1,722	1,820	1,648
Droits, permis, licences et amendes	581	651	669
Revenu de placements	409	610	747
Revenu provenant des entreprises publiques commerciales	50	525	97
Revenus divers	100	342	402
Revenu total	14,277	16,322	16,854
Charges			
Sécurité des personnes et des biens	4,329	4,061	3,938
Eau et assainissement	8,541	8,626	8,457
Routes et transport	7,360	7,557	7,449
Loisirs et culture	3,094	3,310	3,269
Administration publique	832	899	777
Autres	93	493	413
Total des charges	24,249	24,946	24,303
Déficit annuel	(9,972)	(8,624)	(7 449)
Excédent accumulé au début de l'exercice	88,634	88,634	96,083
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	78,662	80,010	88,634

Veillez noter que dans cet exemple le déficit ou l'excédent accumulé est présenté comme un poste distinct. Comme pour l'état de la situation financière, l'état des résultats ne donne aucune information sur les divers fonds et réserves puisque le nouveau modèle de présentation de l'information interdit une telle présentation.

État des variations de la dette nette

Comme nous l'avons déjà mentionné, la présentation de la performance au cours de l'exercice se concentre sur l'évolution de la situation financière. Alors que l'état des résultats est axé sur les variations de l'excédent ou du déficit accumulé, l'état des variations de la dette nette, comme son nom l'indique, s'attache aux changements de la dette nette, le second indicateur de la situation financière de l'organisme. La présentation de l'état des variations de la dette nette constitue une nouvelle exigence dans le cadre du nouveau modèle de présentation de l'information des gouvernements.

L'état des variations de la dette nette donne des informations sur la manière dont les charges de la période comptable sont compensées par des revenus constatés dans cette même période. Puisque

l'emphase de cet état est sur les dépenses plutôt que sur les charges, la variation dans la dette nette sera en fait similaire au chiffre de l'excédent ou du déficit annuel présenté dans l'état des activités financières selon le modèle actuel de présentation

État consolidé des variations de la dette nette

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre (en milliers \$)	2009 Budget	2009 Réel	2008 Réel
Déficit annuel	(9,972)	(8,624)	(7,449)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(294)	(294)	(250)
Amortissement des immobilisations corporelles	10,000	10,226	10,230
(Gain) / perte sur la vente d'immobilisations corporelles	-	(5)	(19)
Produits de la vente d'immobilisations corporelles	-	46	72
Radiations d'immobilisations corporelles	-	24	44
	(266)	1,373	2,628
Acquisition de stocks de fournitures	-	-	(324)
Charges payées d'avance	-	(30)	(20)
Consommations des stocks de fournitures	-	110	102
Utilisation des charges payées d'avance	-	20	0
	-	100	(242)
Variations dans les actifs financiers nets /dette nette	(266)	1,473	2,386
Actifs financiers nets / dette nette au début de l'exercice	(8,823)	(8,823)	(11,209)
Actifs financiers nets / dette nette à la fin de l'exercice	(9,089)	(7,350)	(8,823)

Comme vous pouvez le constater dans les exemples ci-dessus, l'état de la variation de la dette nette commence par l'excédent ou le déficit d'exercice et s'ajuste pour les acquisitions d'immobilisations corporelles, les dépenses d'amortissement et les autres éléments connexes à l'adoption d'une « méthode de comptabilité d'exercice » pour déterminer la variation de la dette nette.

État des flux de trésorerie

Le dernier état à préparer selon le nouveau modèle de présentation de l'information des gouvernements est l'état des flux de trésorerie. L'information sur les flux de trésorerie permet aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la capacité d'une organisation de produire de la trésorerie et équivalents de trésorerie et de mesurer les besoins en matière de trésorerie.

Selon le modèle actuel de présentation, il est nécessaire d'inclure un état de l'évolution de la situation financière. Bien que ce dernier soit similaire à l'état des flux de trésorerie, il comporte deux différences : l'état de l'évolution de la situation financière présente l'information relative aux opérations non monétaires tandis que l'état des flux de trésorerie ne le fait pas. En outre, il répartit les flux de trésorerie en trois grandes catégories, soit l'exploitation, l'investissement et le financement, alors que l'état des flux de trésorerie présente une quatrième catégorie; les opérations portant sur les capitaux propres.

Voici un exemple d'état des flux de trésorerie préparé à l'aide de la méthode indirecte. Il est aussi possible de choisir de préparer l'état à l'aide de la méthode directe.

État consolidé des flux de trésorerie

Au 31 décembre (en milliers \$)	2009	2008
Opérations liées à l'exploitation		
Déficit annuel	(8 624)	(7,449)
Éléments hors trésorerie, y compris l'amortissement	10,504	10,522
Charges payées d'avance	(30)	(20)
Variation des produits reportés	(23)	16
Autres	(819)	77
Flux de trésorerie provenant des opérations liées à l'exploitation	1,008	3,146
Opérations portant sur les capitaux propres		
Produits de la vente d'immobilisations corporelles	46	72
Flux de trésorerie utilisés pour faire l'acquisition d'immobilisations corporelles	(294)	(250)
Flux de trésorerie affectés aux opérations portant sur les capitaux propres	(248)	(178)
Opérations d'investissement		
Produit provenant des placements de portefeuille	1,030	4,126
Placements de portefeuille	(1,129)	(4,369)
Autres	(17)	(15)
Flux de trésorerie (affectés aux) activités d'investissement	(116)	(258)
Opérations liées au financement		
Produits découlant de l'émission de la dette	13,970	3,694
Remboursement de la dette	(14,403)	(6,175)
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	(433)	(2,481)
Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	211	229
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	1,366	1,137
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	1,577	1,366

Présentation des informations budgétaires

Les administrations publiques se sont toujours vus imposer de présenter dans leurs états financiers les comparaisons entre les chiffres réels et ceux inscrits au budget. La présentation de l'information financière du budget permet d'obtenir une information capitale sur la responsabilité financière du gouvernement au niveau de sa performance en ce qui a trait à la réalisation de ses prévisions d'exploitation et de dépenses. Comme on peut l'observer dans les exemples d'état des résultats et d'état de la variation de la dette nette présentés ci-dessus, cette exigence reste en vigueur dans le nouveau modèle de présentation de l'information financière.

La difficulté présentée par le nouveau modèle de présentation de l'information se situe au niveau du calcul du budget car, dans la plupart des cas, les administrations locales ne font pas leur budget selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En règle générale, les budgets sont fondés sur les dépenses et les revenus fiscaux nécessaires pour financer ces dépenses. Le processus budgétaire était très similaire à la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée du modèle actuel de présentation de l'information financière. La présentation de l'information budgétaire selon la méthode de la comptabilité d'exercice ne signifie pas que le processus budgétaire doit suivre le même modèle. Toutefois, un procédé permettant de rapprocher le budget de la méthode de comptabilité d'exercice devra être élaboré au cas où le processus budgétaire reste inchangé. Si une organisation décide de ne pas modifier son processus budgétaire pour le rapprocher de la méthode de la comptabilité d'exercice, le budget officiel doit être rapproché des montants déclarés dans l'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette et le résultat doit être présenté dans les notes aux états financiers. Cette présentation de l'information est nécessaire pour permettre aux utilisateurs de comprendre comment les résultats de l'administration se comparent aux prévisions et aux montants de dépenses autorisées pour réaliser ces prévisions.

Il est tout à fait possible que l'étendue de la présentation de l'information financière soit différente de la portée du budget. Lorsque l'envergure de l'activité financière déclarée dans le plan fiscal est différente de celle déclarée dans les états financiers, il peut s'avérer nécessaire de restreindre la comparaison des résultats réels et budgétés à l'étendue de l'activité financière déclarée dans le budget ou les principales estimations de dépenses. Cette comparaison serait présentée dans un note ou dans une annexe connexe. Afin de s'assurer que cette information concorde avec l'information présentée dans les états financiers; une administration publique ferait ressortir les différences entre l'entité comptable utilisée dans les états financiers et celle utilisée pour faire le budget dans le plan fiscal.

Nous croyons que la présentation de l'information budgétaire sous le nouveau modèle de présentation de l'information constitue un changement significatif et les organisations devraient commencer à se demander si elles vont, par conséquent, modifier leur processus budgétaire ou si elles vont préparer les rapprochements mentionnés ci-dessus. Si le processus budgétaire est appelé à changer, il faudra former les intervenants afin qu'ils comprennent quelle information budgétaire doit être transmise.

Conclusion

Comme nous l'avons exposé ci-dessus, nous ne croyons pas que l'adoption du nouveau modèle de présentation de l'information financière des gouvernements (PS 1000, 1100 et 1200) sera aussi complexe que le chapitre PS 3150, Immobilisations corporelles, cependant, il présente quelques difficultés. Il est essentiel que les administrations publiques commencent à discuter des répercussions du nouveau modèle de présentation de l'information financière à leurs conseils et autres intervenants et qu'elles tiennent compte de ces changements sur leur processus d'élaboration du budget. Pour de plus amples informations sur le nouveau modèle de présentation de l'information des gouvernements, veuillez communiquer avec votre bureau BDO Dunwoody s.r.l./S.E.N.C.R.L. local.